

la Lettre **aux Vétérans**

BULLETIN PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE

AVEC LE FRONT DE GAUCHE faire reculer les forces du Capital

Nous sommes face à une situation politique exceptionnelle : le fossé entre les attentes populaires et les réponses apportées tant par la Droite que par le social-réformisme va en se creusant. La souffrance sociale s'exprime d'abord par l'abstention électorale. Contradictoirement, il n'y a pas un désintérêt global pour la chose publique : en témoignent les millions de personnes mobilisées dans la bataille des retraites. Et aussi les nombreux conflits salariaux comme les actions massives pour l'école, pour l'hôpital public.

L'opposition Gauche/Droite n'est pas claire quand depuis des années la social-démocratie française et européenne s'est inclinée devant les dogmes du libéralisme, a accepté les exigences du Capital pour des profits toujours plus forts. Les communistes, eux, montrent que l'intérêt des salariés, c'est de concilier les citoyens avec la politique. Cela exige de répondre concrètement aux aspirations des travailleurs, des chômeurs, des retraités, des jeunes. C'est l'emploi, le précarité, les conditions de travail, le pouvoir d'achat, le logement, l'éducation nationale, la santé publique et la protection sociale, la culture.

Agir quotidiennement dans ces domaines fondamentaux et ouvrir la perspective de changements effectifs en cas de victoire de la Gauche en 2012, c'est faire reculer la tromperie du Front national. Une telle orientation, c'est celle que représente le Front de Gauche. Le Parti communiste travaille avec ses alliés à la construction d'un projet de changement réellement capable de changer la vie des gens et à l'essor de l'union sur ce projet pour gagner. Il nous faut donc amplifier la dynamique que constitue l'espace de coopération qu'est le Front de Gauche. Aujourd'hui dans les luttes pour les revendications salariales, la défense des services publics, la défense des libertés, de la démocratie. Dans le même temps, pour un accord global sur l'élection présidentielle et les élections législatives sur un programme partagé et une campagne collective affirmant la diversité du rassemblement et la place majeure du Parti communiste.

Le Parti communiste est, comme le disent Maurice Failevic et Marcel Trillat, le parti des petits, des sans-grades, des humiliés et offensés, des exploités, des salariés dans toute la diversité de leur situation. Le Parti communiste est un ouvrier de la transformation sociale. Mais l'ouvrier a besoin de compagnons. Il unit sa vocation révolutionnaire à la recherche du rassemblement. C'est le sens du Front de Gauche qui, ancré dans les entreprises et les localités, peut ouvrir les voies de l'enthousiasme et de l'espérance. Certains craignent un effacement du Parti communiste. Tout au contraire, le Parti, fort de ses analyses, de ses propositions, de ses liens avec les citoyens, se renforce dans le rassemblement. L'histoire l'a prouvé.

Les vétérans s'inscrivent dans cette démarche qui, rejetant le repli appauvrissant, s'ouvre au travail commun de tous ceux qui veulent faire reculer les forces du Capital.

Daniel Renard

2 QUESTIONS À : **André Chassaigne**, député du Puy-de-Dôme

Comment aborder, dans l'intérêt des hommes et pour l'avenir de la civilisation, la question de la production d'énergie ?

Je crois d'abord qu'il faut mesurer l'ampleur du défi énergétique qui se pose à nous : d'une part, nous allons vivre une raréfaction des ressources énergétiques fossiles, notamment du pétrole et du gaz, et de l'autre, nous devons réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique. Sur cette base, la politique énergétique que nous voulons construire pour notre pays et dans le monde suppose un intense effort de réflexion... à l'opposé de gesticulations fondées sur l'émotion ! Cela implique aussi de développer la recherche publique et la maîtrise collective.

Cette politique doit à mon sens s'inscrire dans une logique de satisfaction des besoins énergétiques les plus fondamentaux des peuples, sur la base d'une autre coopération énergétique mondiale, fondée sur les principes de biens communs pour les ressources énergétiques, et d'une véritable maîtrise publique et sociale de toutes les filières énergétiques. L'accident nucléaire majeur de Fukushima vient d'ailleurs nous rappeler l'urgence de replacer hors de la sphère marchande la filière nucléaire en revoyant en profondeur, et en toute transparence, les conditions de la sûreté nucléaire. En cela, il nous interpelle sur les risques engendrés par le traitement libéral des enjeux énergétiques et climatiques.

Afin de garantir cet accès à l'énergie, notamment pour les plus pauvres, cela impose aux grandes puissances d'accentuer les efforts pour réduire rapidement les consommations énergétiques, en privilégiant les productions et les consommations non émettrices de CO₂. À ce titre, un véritable pôle public de l'énergie me semble indispensable pour agir

aussi sur ces trois piliers fondamentaux que sont les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Comment agir pour une réelle protection de la biodiversité ?

C'est l'autre problématique environnementale majeure de notre siècle avec des conséquences sans doute moins visibles aujourd'hui que le changement climatique, mais tout aussi dangereuses pour l'avenir de l'humanité. C'est pourquoi, dans mon livre *Pour une Terre commune*, j'ai intitulé le chapitre consacré à cette question : *Biodiversité : la grande menace*.

Car la prise en compte de la biodiversité, et la lutte contre son érosion, suppose la mise en place de politiques publiques fortes, qu'elles soient mondiales, nationales ou locales. Les besoins de connaissance dans ce domaine sont d'ailleurs immenses pour évaluer précisément les mécanismes qui influencent l'évolution et les perturbations des écosystèmes et des espèces. Il nous faut aussi réévaluer en permanence les politiques de conservation, pour prendre en compte la réalité, en cherchant à améliorer le fonctionnement des écosystèmes « anthropisés », c'est-à-dire marqués par la société humaine, afin que fonctionnent au mieux les processus de reproduction des espèces, la protection de la diversité biologique et la présence humaine.

Pour cela, il nous faut rappeler aussi que ce n'est pas l'homme qui tue la nature, mais que ce sont les rapports de domination des hommes entre eux qui lui nuisent gravement. En laissant au seul capitalisme le soin de travailler le sujet, on s'expose à une réponse connue d'avance : la sauvegarde de la biodiversité par le marché. Le maintien de la biodiversité est certes un problème scientifique... mais il est aussi éminemment politique !

une grande bataille est engagée

Jacques Fath
responsable des *Relations internationales*

On mesure bien aujourd'hui ce que Nicolas Sarkozy voulait signifier en disant que la France devait se réinsérer dans la « famille occidentale ». La stratégie néo-conservatrice américaine et le modèle Bush l'ont directement inspiré : réintégration complète dans l'organisation militaire de l'OTAN; intégration dans les zones de guerre américaines avec un renforcement des troupes françaises en Afghanistan et l'installation d'une base militaire dans le Golfe arabo-persique, en face de l'Iran. La France fait la guerre, y compris en Afrique, en Libye et en Côte d'Ivoire...

Ce choix fait plus que jamais de la politique extérieure de la France une stratégie militarisée à la fois néo-impériale et néo-coloniale avec l'instrumentalisation éhontée des Nations unies. En agissant ainsi notre pays ne fait qu'aggraver les crises d'aujourd'hui et les impasses pour demain. Nous exprimons notre condamnation politique et de principe face à des interventions militaires décidées au nom du droit et de la protection des populations civiles alors qu'elles traduisent des intérêts de puissances et des pratiques néo-coloniales dans un monde en plein bouleversements.

Dans ce contexte, les soulèvements populaires et les luttes sociales dans le monde arabe constituent un fait majeur. L'aspiration à la dignité, l'exigence démocratique, la demande de justice sociale, le besoin de souveraineté s'affirment partout avec une grande force, dans des contextes politiques et sociaux très différents.

Les communistes, naturellement, se sont investis avec détermination dans le soutien à ces mouvements parce qu'ils sont porteurs d'espoir et d'avenir pour les peuples concernés. Des peuples qui étaient jusqu'ici, tous mais à des degrés divers, sous la contrainte de régimes de dictature policière, sclérosés, corrompus et violents. Des régimes complètement dépassés par les évolutions du monde, incapables de répondre aux attentes des peuples et de la jeunesse, sinon par la répression, la censure et la fermeture. Ce monde là est au bout.

Bien sûr, la confrontation politique et sociale ainsi ouverte montre ses complexités, ses risques et l'acharnement de ses adversaires. Dans aucun de ces pays les forces de la réaction ne s'avouent vaincues. L'administration des États-Unis a mis tout son poids pour s'adapter en cherchant à sauver l'essentiel des intérêts américains et occidentaux dans une région stratégique pour des raisons politiques et énergétiques essentielles.

C'est une grande bataille qui s'est ainsi engagée. Après les changements intervenus en Amérique latine, les bouleversements du monde arabe – véritable basculement de l'histoire pour tous ces peuples – indiquent à quel point le monde bouge, à quel point le mépris des libertés, les politiques néo-libérales et les plans d'ajustement structurels, les rapports néo-coloniaux, les dominations... tout cela n'est plus supportable. Cela ne peut plus durer ! Voilà ce que nous disent ces peuples qui surmontent les peurs et qui

se rassemblent dans des luttes pour de vrais changements politiques et sociaux.

Les bouleversements du monde arabe nous sollicitent donc avec force. D'autant plus que la France et ses partenaires européens ont une responsabilité particulière dans la crise qui frappe ces pays, à travers les relations instituées dans le cadre euro-méditerranéen. Ces relations se fondent essentiellement sur l'établissement d'une zone de libre-échange et cette politique là est aussi dans l'impasse: incapable de répondre aux exigences de co-développement des pays arabes, au besoin de sécurité collective, à la nécessité sine qua non d'initiatives réelles et fortes pour sortir de l'impasse au Proche-Orient, obtenir enfin l'édification d'un État palestinien indépendant et une paix juste.

Il s'agit d'enjeux décisifs pour maintenant et pour demain. En fait, rien ne sera plus comme avant. Ce monde arabe en révolution – avec ce qui se passe en Amérique latine – mais aussi les inacceptables aventures guerrières de la France en Libye et en Côte d'Ivoire témoignent des impasses et des échecs de d'un système capitaliste en crise et des stratégies qui vont avec. Et tout cela confirme en même temps le besoin de ruptures, de politiques radicalement nouvelles, d'un nouvel ordre international pour répondre aux attentes des peuples. Et d'un tout autre rôle de la France dans le monde pour la coopération, le désarmement, une nouvelle conception de la sécurité et le règlement politique des conflits.

29 janvier : Charente Maritime, repas républicain avec 150 personnes. Exposition très appréciée. Ambiance fraternelle. Large écho dans le quotidien *Sud Ouest* et *Sud Ouest dimanche*.

11 février : assemblée générale du Val d'Oise, 110 camarades.

4 mars : assemblée générale de Paris.

16 mars : assemblée générale des Hauts de Seine. Une riche exposition est présentée dans diverses villes et est déjà retenue pour la Fête de l'Humanité.

2 avril : assemblée générale de la Côte d'Or.

9 avril : assemblées générales dans le Loir et Cher et en Savoie.

9 avril : à Creil dans l'Oise, Conférence-débat sur *Les femmes dans la vie syndicale et politique de l'Oise*. Puis le **15 avril**, visite guidée de l'exposition : *Les femmes de l'Oise, de 1789 à 1945*.

16 avril : assemblée générale des Pyrénées Atlantiques.

7 mai : assemblée générale de l'Indre et Loire. Les archives sont en cours de numérisation. Portes ouvertes sur les archives le 29 septembre prochain.

12 mai : assemblée générale du Lot et Garonne. Dans les Bouches du Rhône, assemblée en février avec 200 participants. Une journée prévue à la rentrée sur la mémoire militante avec le projet d'un livre sur l'histoire de la fédération.

ne manquez pas de consulter: www.cinearchives.org

DES CHIFFRES À FAIRE CONNAÎTRE

D'après le Crédit Suisse, 0,5% de la population mondiale – 22 millions d'individus – détiennent 36% de la richesse globale.

Un petit millier d'ultra-riches s'arrogent 1,5% du gâteau planétaire, soit 4 500 milliards de dollars, plus que le Produit intérieur brut de l'Allemagne.

À la fin des années 1970, les 1% des Américains les plus riches percevaient 9% de la richesse nationale. En 2007, c'est 23,5%. C'est le secteur financier qui se place en toute première place.

Claude Scipion

Claude Scipion, longtemps membre du bureau national de l'Amicale nous a quittés à l'âge de 87 ans.

Il a milité soixante-six ans au PCF et, avec son engagement dans la jeunesse communiste, c'est 72 ans de cheminement communiste.

À 17 ans, en février 1941, il est arrêté et conduit à Bacalan où se trouvaient déjà son père et d'autres camarades, ensuite transférés dans la camp d'internement du Pichey à Mérignac. Il se retrouve peu après dans la « baraque des otages ». son père est déporté à Buchenwald puis à Dora. Claude, après deux ans et demi d'internement à Mérignac est envoyé dans un camp de travail en Pologne, dont il ne reviendra qu'en août 1945. Il participe alors aux réunions de la JC et du Parti, aux actions contre les guerres de Corée, du Vietnam, de l'Algérie. Il est élu en 1967 Conseiller général.

Il deviendra vice-président du Conseil général, chargé de l'Action sociale. Jusqu'à sa fin, Claude milite, dans sa cellule de quartier. Modeste et dévoué, il suscitait un respect général. C'est une grande et belle figure de l'idéal communiste.

En France, les banques prospèrent. En 2010, la Société Générale multiplie ses profits par sept avec 3,9 milliards d'euros. Le groupe BNP-Paribas les augmente de 30%, avec 7,8 milliards. Au total, les banques françaises ont engrangé en 2010, 21 milliards d'euros de bénéfices, plus du double de 2009.

Total fait 10,6 milliards d'euros de profit sur les 80,5 réalisés par les firmes du CAC 40, mais il ne paie pas un centime d'impôt en France.

Bernard Arnault occupe la 4e place mondiale, avec 41 milliards de dollars de patrimoine.

Liliane Bettencourt, la femme la plus riche de France, grâce au bouclier fiscal et à la baisse de l'impôt de solidarité sur la fortune, verra de 2010 à 2012 ses impôts divisés par quatre.

Les dividendes représentent 8,5% du PIB contre 3,2% en 1982.

L'autre face, ce sont les inégalités sociales qui explosent.

En 2007, huit millions de Français n'ont pour vivre que moins de 908 euros par mois, soit 13% de la population.

La part des familles mono-parentales pauvres est passée de 2004 à 2008, de 26 à 30%.

Les personnes seules sont en 2008 à 16,9% sous le seuil de pauvreté contre 15,1% en 1996.

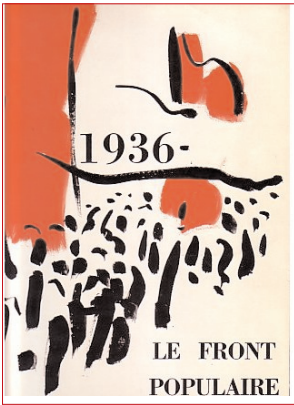
Mais la part du 0,1% de la population disposant d'un revenu supérieur à 239 300 euros a connu une hausse de 18,8% par rapport à 2004.

La réforme de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) va grassement servir les 1 900 foyers au-delà de 17 millions de patrimoine. Leur note sera divisée par plus de trois. Ils économiseront en moyenne plus de 160 000 euros.

Il paraît que le 4 août 1789 fut votée l'abolition des privilèges. À quand une nouvelle nuit du 4 août ?

Aux citoyens d'agir...

Front de gauche et front populaire du XXIe siècle



L'histoire ne se répète jamais. 2011 n'est pas 1934. Et pourtant, il est des situations historiques qui peuvent être comparées. Non pas pour en tirer des prévisions ou autres présages mais pour donner confiance. Front populaire, Front de gauche, quoi de commun ?

En 1934, sur l'impulsion de l'Internationale, les partis communistes se lancent dans une stratégie de ras-

semblement à gauche qui va porter loin. Les enseignements sont tirés de la victoire d'Hitler en 1933, de l'isolement de l'URSS en Europe. La crise économique n'a pas conduit à la victoire des révolutionnaires. Bien au contraire, ils ont subi un nouvel échec au cœur de l'Europe capitaliste. Il faut une nouvelle politique d'alliance, ce sera le rassemblement populaire.

Cette démarche sied comme un gant au PCF qui pourtant au début des années 1930 est très affaibli. Le PCF plonge ses racines dans l'histoire de France. Ses militants, ses dirigeants sont des enfants de la République et du mouvement ouvrier du XIXe siècle. Ils savent que rien ne peut se faire sans le peuple mobilisé pour la démocratie. Alors ils vont se trouver à l'aise dans cette nou-

velle stratégie et vont la développer comme dans aucun autre pays ; ils l'étendront toujours plus loin jusqu'aux radicaux même ; ils vont transformer ce qui aurait pu n'être qu'une alliance électorale purement de sommet en un extraordinaire mouvement politique, social et culturel.

C'est toute la société menacée et touchée par la crise économique qui est appelée à se rassembler, ce sont tous ceux qui sont épris de liberté et qui refusent le fascisme qui sont appelés à se mettre en mouvement, si bien que la victoire politique de 1936 va être suivie d'un mouvement de grève victorieux dont les acquis sont toujours les nôtres. Le PCF, en rassemblant, en se mêlant aux autres, n'y perd pas en identité mais en gagne. Et car il est utile, alors il se renforce.

La situation est différente aujourd'hui même si une crise frappe notre pays et l'en-

semble du monde, la menace de l'extrême-droite est de nouveau présente mais le XXe siècle est passé par là.

À la différence des années 1930, le Parti socialiste a renoncé au vrai changement, il n'est même plus réformiste, il n'y a plus d'Internationale communiste et de modèle qui ouvrirait une perspective. Aussi sommes-nous confrontés à de nouveaux défis, mais de même niveau que les militants du Front populaire. Rassembler, toujours rassembler au cœur de la gauche, c'est la raison d'être du Front de gauche. Rassemblement d'autant plus efficace que le PCF y met toute son énergie et toute son audace. C'est son identité historique et il a tout à y gagner.

Mais au-delà des trois forces politiques qui le constituent actuellement, c'est aussi de tout un dispositif social et culturel dont nous avons besoin, une forme d'élargissement citoyen pour aller vers un nouveau front populaire du XXIe siècle. Quelle forme cela prendra-t-il ? Nul ne peut le dire, mais aujourd'hui le champ des possibles s'ouvre enfin.

Frédéric Genevée

membre du Comité exécutif national du PCF

permanence des Vétérans

Daniel Renard tient permanence
le mardi de 9 h 30 à 12 h 30
place du Colonel-Fabien - 01 40 40 13 43

La Bibliothèque nationale de France, en partenariat avec la Fondation de la Résistance, souhaite réaliser un programme de numérisation partagée de la presse clandestine parue sur le sol français pendant la Seconde Guerre mondiale grâce aux collections de la BnF (un inventaire est disponible sur demande) puis, dans une seconde phase, en s'appuyant, si possible, sur les collections des institutions, associations, musées pouvant éventuellement compléter les lacunes ou fascicules non numérisables se trouvant à la BnF. Les collections de la BDIC pourraient aussi jouer un rôle particulier.

Les fascicules numérisés en mode image et en mode texte par la BnF seront rendus accessibles sur internet, de façon libre et gratuite, par le biais des sites dont la BnF assure la responsabilité,

pour toute autorisation (ayants-droits) ou demande d'information, vous pouvez contacter le :

Département de la Coopération/Direction des services et des réseaux
Bibliothèque nationale de France
Quai François Mauriac 75706 Paris cedex 13

notamment Gallica (gallica.bnf.fr). Des copies seront également transmises à la Fondation de la Résistance qui pourra les mettre également en ligne sur son site.

À titre d'exemple, les premiers titres en ligne sur Gallica sont : *Libération nord*, *Libération sud*, *Combat*, *Défense de la France*, *Le Franc-Tireur*, *Franc-Tireur du Sud-Ouest (Le)*, *Fraternité*, *Organe départemental du Comité des intellectuels de l'Allier*, etc.

La Bibliothèque nationale de France s'engage à retirer tout article ou illustration en cas de réclamation de son auteur ou des ayants-droit de ce dernier et cela même après la mise en ligne.

Elle est à disposition de toute institution, association ou publication souhaitant participer au projet en prêtant une collection ou des fascicules qui n'auraient pas été numérisés.